

Expertise au coeur de l'Économie bleue

Catherine Lejolivet, enseignante en aquaculture au lycée agricole de la Lozère, a partagé son expertise lors du Forum international de l'économie bleue organisé les 14 et 15 novembre 2024 à l'Institut français de Saint-Louis au Sénégal.



Le forum international de l'économie bleue vise à créer une synergie entre les acteurs du secteur et à encourager l'innovation ainsi que le partage de connaissances et de bonnes pratiques. Il a été organisé par l'Ambassade de France au Sénégal avec le soutien d'Ocean Hub Africa, de l'UIM-Université Internationale de la Mer, de la Sodeca-Casamançaise, du Centre National de

Formation des Techniciens de la Pêche et de l'Aquaculture, de Concrec, des GIE et des ONG d'appui à l'écosystème de l'économie bleue, venus des diverses régions du Sénégal.

L'Institut Français de Saint-Louis a été ainsi le lieu des 2 journées scientifiques, techniques et culturelles au sein de ses bâtiments et jardins ; la première à destination des acteurs des filières professionnelles de la pêche et de l'aquaculture et la deuxième à destination du grand public.

Audrey Himmer, chargée de mission innovation et économie numérique à l'Ambassade de France, en charge du développement du réseau Teranga Tech Incub', et ses collaborateurs ont œuvré

pour que ce forum puisse être une réussite tant du point de vue du contenu que des moyens techniques mobilisés.

En amont de ce forum, les organisateurs ont activé leurs réseaux pour contacter diverses personnes en France susceptibles d'animer des ateliers et tables rondes. Ainsi, à l'issue d'un échange avec Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI – Conseil expertise formation agricole à l'international de l'enseignement agricole, me sollicitant pour apporter une contribution à ce forum, j'ai accepté de participer à la co-animation d'un des ateliers : *Aquaculture : comment améliorer la production locale d'alevins ?* en compagnie de Baye Modou Thiam, de la Société AQUAKOOM, basée à Thiès qui offre aux pisciculteurs un accès aux intrants aquacoles, aux équipements et au marché.

Cette mission s'est déroulée du mardi 12 au samedi 16 novembre 2024. Même si cette activité a été de courte durée sur le territoire sénégalais, cela a permis de découvrir quelques facettes de cette région du nord Sénégal, proche de la frontière mauritanienne. Le trajet depuis Dakar a été très riche d'images et d'informations fournies par Sébastien Subsol, Attaché de coopération formation et recherche agricoles à l'Ambassade de France au Sénégal et notre chauffeur très sympathique également agent de l'Ambassade.



fleurs d'Hibiscus



singe rouge Patas



le port des pêcheurs de St Louis

Le poisson chat et le Tilapia au coeur des réflexions

Au cours de visioconférences préparatoires, la thématique a été précisée avec l'organisatrice et le co-animateur. Ces échanges ont permis de co-construire un chronogramme de l'atelier et de réfléchir sur les moyens d'animation.

Il a été également fléché un certain nombre d'acteurs susceptibles d'accepter de participer à l'atelier. En parallèle, une revue bibliographique de la filière aquaculture au Sénégal a facilité l'identification d'éléments clés de l'évolution de la filière, des espèces concernées et des actions de certains acteurs impliqués.

Les travaux antérieurs sur le Silure et le Tilapia au sein des installations pédagogiques du Lycée d'enseignement agricole Louis Pasteur de La Canourgue (Lozère), la co-écriture du référentiel de licence pro Aquaculture avec un collectif de l'Université d'USSEIN (Université du Sine Saloum) et les différentes missions effectuées au Bénin en 2023-2024 au contact des professionnels et des enseignants d'aquaculture (expertise dans le cadre de la réforme de l'enseignement technique agricole béninois) m'ont permis de préparer cette

thématique sur les 2 espèces principales d'eau douce produites au Sénégal : le poisson chat africain (*Clarias gariepinus*) et le Tilapia (*Oreochromis niloticus*).

La veille du Forum, l'Institut français a organisé la visite de 2 entreprises de production de Clarias (SIA et BMK) à proximité de St Louis, visites et échanges conduits en compagnie de messieurs Subsol et Thiam.



Les installations aquacoles visitées, proches de St Louis



Déroulement de l'atelier aquaculture

« ...L'aquaculture terrestre se développe pour faire face au problème de raréfaction des ressources halieutiques et aux problèmes d'accès à ces ressources dans les zones reculées. La production d'alevins est une étape cruciale de

l'aquaculture, car la qualité des alevins affecte directement la croissance, la survie et la santé des poissons. L'importation des alevins fait peser un coût économique et environnemental sur l'aquaculture et freine son développement au Sénégal. Des producteurs locaux d'alevins se développent en bénéficiant parfois d'aides publiques ou de bailleurs mais leur production rencontre parfois des problèmes de qualité : maladies, retard de croissance des poissons...Deux poissons sont produits par l'aquaculture au Sénégal : le Tilapia et le Clarias. L'atelier vise à échanger sur cette problématique et à identifier des pistes d'action... » – Texte introductif d'Audrey Himmer.

L'atelier a regroupé 14 participants et 2 animateurs dans l'objectif d'échanger sur les problématiques de la qualité des alevins en aquaculture continentale. Cette problématique a été identifiée très en amont du forum par les organisateurs après analyse du secteur par les organismes concernés dans le développement de la filière pêche et aquaculture.



Les animateurs de l'atelier
Baye Modou THIAM –
Catherine LEJOLIVET et les
participants



Les différents participants invités au Forum sont des producteurs et vendeurs d'alevins (VEMAR, BMG, BMK, SIA, Ferme de Dagana), des représentants des autorités sénégalaises (ANA – Agence nationale de l'Aquaculture, CRODT – Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye), des chercheurs issus de l'Université IUPA (Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture – Université Cheikh Anta Diop de Dakar) et du CNFPTA de Dakar (Centre National de Formation des Techniciens de la Pêche et de l'Aquaculture).

L'atelier a débuté par une présentation du contexte du forum et un tour de table permettant à chacun de s'identifier au sein du groupe de travail. L'Agence Nationale de l'Aquaculture a présenté les différentes composantes de l'aquaculture sénégalaise et son plan stratégique à l'horizon 2030.

Chacune des entreprises aquacoles présentes a exposé ses méthodes de travail concernant l'obtention des juvéniles tout en précisant les performances obtenues pour chaque étape de leur itinéraire technique. Les groupes mixtes constitués d'entreprises, de bureaux d'étude et de formateurs ont ensuite échangé sur la qualification de la thématique « critères de qualité des juvéniles » et les causes potentielles ou vécues des problèmes de qualité. La restitution de chaque groupe a permis d'alimenter un document commun renseigné au fur et à

mesure des exposés. La dernière partie de l'atelier a eu pour objet d'identifier collectivement des pistes d'action à court, moyen et long termes.



les différents participants en pleine discussion

5 pistes d'action

L'ensemble des participants a fait preuve d'un grand intérêt pour les différentes activités proposées. Les discussions ont été très riches tout au long de la journée et ont permis de caractériser les exploitations piscicoles, définir les critères de qualité des alevins, identifier et justifier les problèmes rencontrés en alevinage, enfin définir des pistes d'action.

Cinq pistes d'action ont fait consensus au sein de l'atelier ; l'échéance et les moyens de mise en œuvre et l'identification du pilote de l'action ont été également précisés.

Les 2 premières pistes concernent la demande de clarification des rôles et missions des différents acteurs de la filière aquacole sénégalaise et la mise en œuvre concrète du Plan Stratégie Nationale de Développement Durable de l'Aquaculture

au Sénégal 2025-2032. Les 3 autres pistes d'action sont du domaine zootechnique (création d'une plateforme de sélection de géniteurs, d'un plan de maîtrise de la biosécurité dans les élevages et enfin optimisation des approvisionnements en aliments de qualité).

Opportunités de l'Économie bleue

Le Forum a été l'occasion également de répondre à des problématiques majeures via 3 ateliers complémentaires tenu en simultané avec celui de l'aquaculture. Les sujets ont été très variés et ont permis des échanges très riches sur les thèmes des nouvelles opportunités économiques pour les petits producteurs, la sécurité des pêcheurs en mer ou encore les solutions innovantes pour lutter contre les pollutions de l'eau. Deux tables rondes ont été également proposées sur l'exploitation et la conservation des écosystèmes, l'innovation et le numérique au service de l'Économie bleue.



Le Forum a été enrichi par une intervention de la Fondation Surf rider sur la qualité de l'eau et le lien des activités terrestres sur le milieu océanique, mais aussi par une séance de pitches des projets locaux innovants, portés par une grande diversité d'entrepreneurs, des créations artistiques et culturelles (slam d'Alexandre Sepré, de chanteuses traditionnelles, une exposition sur les mobilités climatiques, des projections de films documentaires, un concert final mêlant artistes sénégalais et français.



Chanteuses traditionnelles



Rencontre marquante
avec Lina KACYEM

Pour des actions concrètes

Le Forum international de Saint-Louis a permis de mettre en valeur des solutions concrètes dans le domaine de l'économie bleue, rassemblant experts et praticiens sur le terrain.

La co-animation de l'atelier « aquaculture » avec Baye Modou Thiam a été d'une grande richesse humaine et intellectuelle. Les acteurs de la filière aquacole ont fait preuve d'un intérêt et d'une participation particulièrement active tout au long de la journée. Il reste à espérer que ce travail aura une suite pour les professionnels puisque différents points de blocage mais aussi des leviers ont été identifiés lors des échanges. Ces producteurs sont convaincus des différentes

pistes d'action identifiées collectivement et sont en demande désormais d'opérationnalité concrète.

Mes remerciements vont à tous ces participants pour leur bonne humeur et leur bienveillance, mais également à toute l'équipe de l'Institut Français conduite par la Directrice déléguée Isabelle Boiro-Gruet, à Audrey Himmer et Sébastien Subsol de l'Ambassade de France. Des encouragements pour Patrick Eimeriau de l'Université Internationale de la Mer, en charge de la synthèse de tous les ateliers et tables rondes du forum. Une pensée pour Lina Kacyem (Investor (Angel & VC), Advisor) qui a enchanté les repas par son énergie et son implication professionnelle notamment comme présidente du jury du concours des pitches. Enfin, mes remerciements particuliers à Vanessa Forsans et Rachid Benlafquih pour m'avoir fait confiance et permis de participer à cet évènement.

Article proposé par Catherine Lejolvivet, enseignante en aquaculture au lycée agricole de La Canourgue – catherine.lejolvivet@educagri.fr

Crédit photos : C. Lejolvivet

Pour en savoir plus : [LinkedIn de Teranga-Tech-sn](#), Le Réseau d'incubateurs de l'Ambassade France au Sénégal et en Gambie, le [programme détaillé des journées du Forum](#)

Retrouver la présentation sur [l'aquaculture sénégalaise et son plan stratégique à l'horizon 2030](#), Consulter les [pistes d'actions](#) définies lors de l'atelier. Séquence de [Chants traditionnels](#)

Contact :

Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI – vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER – rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

14 candidats intègrent AgreenMob 2024

AgreenMob est le nom du programme de recrutement mutualisé d'élèves ingénieurs d'universités partenaires Sénégalaises avec les écoles agronomiques françaises : 14 candidats admis à l'issue de la campagne 2024.

AgreenMob est un dispositif de recrutement mutualisé d'élèves ingénieurs développé par les écoles membres de l'Alliance Agreenium – AgroParisTech, Bordeaux Sciences Agro, ENSAT, Oniris VetAgroBio Nantes, ENSAIA, ENSTIB, VetAgro Sup et l'Institut Agro et ses 3 écoles et l'ENGEES, en partenariat avec des universités et écoles sénégalaises : l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de Thiès, l'Ecole Polytechnique de Thiès (EPT) et l'Université Assane-Seck de Ziguinchor (UASZ).

A l'issue de la campagne 2024 du programme AgreenMob, 14 étudiants sénégalais ont été sélectionnés pour intégrer à la rentrée prochaine 6 établissements membres de l'alliance Agreenium ainsi que l'ENGEES.

Ce programme a été mis en place en 2019 avec l'appui de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (MASA). Il permet la mobilité d'étudiants sénégalais de niveau Master 1, issus de cursus d'établissements sénégalais partenaires dont les programmes sont en adéquation avec une

poursuite d'études en 4^{ème} et 5^{ème} années des cycles Ingénieur proposés en France.

Le processus de sélection du programme repose sur une épreuve d'admissibilité (examen du dossier des candidats) puis une épreuve d'admission (entretien de motivation et test d'anglais) menées par un jury composé des écoles membres de l'Alliance Agreenium et l'ENGEES.

AgreenMob est soutenu par le ministère sénégalais de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation qui octroie une bourse d'excellence aux étudiants admis, par l'Ambassade de France au Sénégal à travers les bourses que le Service de Coopération et d'Action Culturelle attribue à plusieurs étudiants, ainsi que par l'Union Européenne via un programme Erasmus+ qui aide financièrement les étudiants à réaliser leur mobilité en France. Dans ce dernier cas, cela est possible s'il s'agit d'une mobilité encadrée, c'est-à-dire que l'étudiant prolonge ses études en France tout en restant inscrit dans son établissement d'origine au Sénégal qui reconnaît la formation réalisée en France.

Pour en savoir plus sur le [programme AgreenMob](#)

Crédit Photo de couverture, Saint-Louis vu du ciel (source Le Quotidien)

Contact : agreenmob@inrae.fr

L'Afrique au SIA 2024

Le Salon International de l'Agriculture est un

rendez-vous incontournable pour les acteurs de la coopération de l'enseignement agricole avec l'Afrique subsaharienne.

Dès l'entrée dans le pavillon 5 du SIA 2024, les visiteurs se retrouvent en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Rwanda ou au Cameroun !

Les opportunités de rencontres et d'échanges sont nombreuses sur les stands de ces pays, mais aussi lors de conférences et autres *side-events*, en particulier pour les partenaires et les établissements des réseaux Afrique de l'enseignement agricole.

Le Nigeria s'expose

Si le Nigeria a participé à de précédentes éditions du SIA par la présence d'importantes délégations, pour la première fois en 2024 ce pays dispose d'un stand, aux dimensions imposantes et aux activités débordantes.



Un Business Event organisé par Sonia Darracq, Conseillère aux affaires agricoles à l'ambassade de France à Abuja, a réuni de nombreux agroentrepreneurs du Nigeria, sans oublier les mises en relation avec des producteurs et négociants français. Le stand a également reçu la visite du Ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français·es de l'étranger, Franck Riester, ainsi que de la Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou. Ce fut l'occasion de valoriser les partenariats en cours, dont l'ambitieux projet WATEA (Women in Agricultural Technical Education and Apprenticeship in Nigeria).



La coopération dans le domaine de la formation agricole n'a en effet pas été en reste. Par exemple deux représentants de la NBTE (National Board for Technical Education, un

organisme qui dépend du Ministère Fédéral de l'éducation nigérian), après divers échanges sur le stand du Nigeria, notamment avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER-Bureau des relations européennes et de la coopération internationale), sont allés visiter le lycée agricole de La Bretonnière (77), afin d'observer *in situ* les dispositifs de formation et d'explorer les possibilités de collaborations et de partenariats pour renforcer les programmes d'acquisition de compétences au Nigeria.

Par ailleurs, suite à l'accueil de la délégation nigériane du projet WATEA venue en visite d'étude en France en décembre 2023, la directrice de l'EPL de Surgères, Marie-Pierre Gousset, est venue exprimer son envie et son intérêt d'aller plus avant



dans cette coopération, qui pourrait concerner plusieurs filières, telles que le cacao, la meunerie, le poisson fumé, nécessitant un renforcement de capacités.

Côte d'Ivoire, questions aviculture et cuniculture



La participation au SIA de la délégation du Ministère des ressources animales et halieutiques (MIRAH) avait pour objectif principal l'imprégnation des questions de biosécurité avec les

professionnels des filières avicole et cunicole. Outre diverses rencontres et visites organisées par le truchement de

la Direction générale de l'enseignement et de la recherche avec la Direction générale de l'alimentation, la délégation ivoirienne a eu un temps d'échange important avec le BRECI, VetAgroSup, France Vétérinaire International, et Éric Leleu, expert national biosécurité. Ont ainsi pu être abordées l'organisation de l'enseignement agricole en France et son expertise, l'organisation de la gouvernance sanitaire en France et en Côte d'Ivoire, la réglementation sur la biosécurité européenne et française.

Il en est ressorti la nécessité d'un accompagnement dans la formation des formateurs en biosécurité, y compris avec l'expertise de l'enseignement technique agricole via le réseau CEFAGRI de la DGER ; de la signature d'un MoU avec la DGAL incluant les questions de formations ; d'un accord cadre de coopération entre MIRAH et DGER.

Partenariats avec l'Institut national de formation professionnelle agricole

« Coopération internationale et enjeux de formation et insertion agricoles », tel était le thème de la séance organisée et animée par le réseau Afrique de l'Ouest de la DGER avec l'Institut national de formation professionnelle agricole (INFPA) sur le stand de la Côte d'Ivoire



au SIA. Après une ouverture par le Directeur général de l'INFPA, le chargé de coopération Afrique subsaharienne et le chef du BRECI, le film Agri-cultures – La coopération internationale / La Côte d'Ivoire a été projeté. La parole a ensuite circulé parmi les participants (responsable des partenariats à l'INFPA, directrices d'EPL, ancien directeur d'EPL devenu chef de SFD, services civiques ivoiriens, animateurs de réseaux, représentants de la recherche agronomique ivoirienne, de la Fédération nationale des communes pastorales...), comme autant de témoignages d'actions

et de perspectives de coopération franco-ivoirienne en matière de formation agricole.



Dans le prolongement du SIA, l'EPL du Morvan a reçu la visite de deux personnes de l'INFPA, dont le directeur de l'École d'aquaculture de Tiébissou, avec lequel un partenariat a été initié un an auparavant. L'objectif de cette visite était

le suivi des services civiques et le renforcement du partenariat.

À l'issue des trois jours de rencontres, les partenaires se sont accordés pour les perspectives suivantes : le renouvellement de l'accueil en service civique par l'EPL du Morvan de deux étudiants de Tiébissou pour l'année scolaire 2024-2025, et l'organisation d'un voyage d'étude en Côte d'Ivoire en 2025 de la classe de BTSA aquaculture, avec une visite préparatoire à Tiébissou de deux enseignants du Morvan à l'automne 2024.

Volontaires internationaux en visite au SIA



Les six Ivoiriens, étudiants issus de l'INFPA, effectuant une mission de service civique en lycées agricoles français ont tous participé au SIA 2024, accompagnés de leurs tuteurs ou de l'équipe de direction des établissements d'accueil.



C'est également le cas des trois services civiques du Togo et de certains du Bénin et du Sénégal. À cette occasion, ont pu être tournées quelques séquences du film en préparation sur l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) dans l'enseignement agricole.

Conférences à ne pas manquer

Les services civiques ouest-africains comme les membres des réseaux Afrique ont pu assister à plusieurs conférences en lien avec leurs centres d'intérêt.



La désormais traditionnelle conférence du Ministre d'État de Côte d'Ivoire en charge de l'agriculture avec pour thème cette année « Productions vivrières et souveraineté

alimentaire : défis et perspectives de développement » a fait salle comble. Il est à noter que parmi les opportunités d'investissement pour la souveraineté alimentaire, le conférencier a souligné l'importance du partenariat pour l'innovation technologique et la formation.

Le CIRAD et l'AFD ont proposé la conférence « Comment gérer la fertilité des sols pour renforcer la souveraineté alimentaire en Afrique ? » qui a abordé la question des approches agroécologiques fondées sur le recyclage des éléments minéraux via les matières organiques diverses et l'utilisation de légumineuses en lien avec la productivité des cultures annuelles en Afrique.



Sur le stand de l'AFD, le Nigérien Ali Bety a apporté son éclairage sur le sujet « Orienter l'agriculture irriguée vers l'agroécologie pour renforcer la souveraineté alimentaire et la résilience climatique : l'expérience du COSTEA (Comité Scientifique et Technique pour l'Eau Agricole) ». Par ailleurs Grand Témoin des rencontres des réseaux Afrique 2024, Ali Bety a aussi pu retrouver et échanger avec des membres du réseau Afrique de l'Ouest, notamment autour de projets de lycées agricoles avec l'Afrique liés à l'élevage ovin et la transhumance.

2024 – Ovinpiades mondiales

19 % de la production ovine mondiale est africaine. Aussi la participation aux Ovinpiades mondiales est-elle l'un des projets du réseau Afrique de l'Ouest, qui a de ce fait été invité par les organisateurs (Inn'ovin/Interbev) au lancement presse de cet événement lors du SIA2024.



Une quinzaine de délégations étrangères, venant de tous les continents, est invitée à participer à la troisième «Coupe du Monde des Jeunes Bergers» qui se déroulera du 25 mai au 1er juin 2024. La précédente édition internationale date de 2014.

Au programme : huit épreuves qui seront disputées au cours d'une compétition itinérante afin de découvrir la diversité de

l'élevage ovin. Après être accueillies à Paris, les équipes embarqueront dans un bus habillé aux couleurs des Ovinpiades vers le Limousin, l'Aveyron, l'Auvergne, la Bourgogne et reviendront en région parisienne pour la remise des prix à la Bergerie nationale de Rambouillet. Telle est l'invitation d'Inn'ovin.



Le réseau Afrique de l'Ouest a donc inscrit et invité trois équipes, chacune composée d'une étudiante et d'un étudiant en formation dans les établissements de ses partenaires : l'École d'élevage de Kétou, de l'Université nationale d'agriculture (UNA) du Bénin ; l'École d'élevage de Bingerville, de l'INFPA de Côte d'Ivoire ; l'IFAD élevage de Barkoissi, de l'APCFAR (Association professionnelle des centres de formation agricole et rurale) du Togo. Afin d'établir un lien avec les professionnels et organisations locales de la filière ovine, chaque binôme de participants sera accompagné par un représentant de la Fédération nationale des communes pastorales (FNCP). Ces trois équipes seront accueillies au BRECI-DGER dès le 21 mai, puis chacune sera dirigée vers un lycée agricole pour parfaire pendant trois jours son entraînement aux épreuves des Ovinpiades mondiales.

De belles aventures de coopération à suivre, en attendant de se retrouver au SIA 2025 !

Retrouvez plus d'information : [projet WATEA – Visite d'étude en France en décembre 2023](#), [WATEA sur Instagram](#), le film [Agri-cultures – La coopération internationale / La Côte d'Ivoire](#), [La coopération avec l'INFPA Aquaculture, de la côte d'Ivoire au Morvan](#),

Contact : Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr, William Gex, animateur du réseau Nigeria, william.gex@educagri.fr, Vanessa Forsans, co-animatrice du réseau Afrique de l'Ouest, vanessa.forsans@educagri.fr

L'agroécologie : un apprentissage collectif

Un projet d'envergure pour accompagner la mise en œuvre de dispositifs de formation de formateurs en agroécologie qui repose sur la mobilisation de savoirs endogènes en collaboration avec des chercheurs sénégalais, béninois et togolais.

Dans le cadre de l'appel à projet « Alimentation durable et Agroécologie en Afrique », le projet porté par Jean-Pierre Del Corso, Professeur de sciences économiques à l'ENSFEA, « *Accompagner la mise en œuvre de dispositifs de formation de formateurs en agroécologie reposant sur la mobilisation de savoirs endogènes* », a obtenu un financement de 150 K€ de la Région Occitanie pour une durée de trois ans. Ce projet rassemble des chercheurs de France (ENSFEA/UT2J) et d'Afrique

(Sénégal/Bénin/Togo), mais aussi des enseignants de l'enseignement technique agricole (comme le lycée d'Auzeville) et des acteurs du monde associatif tels que « SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires ».

Sur quoi porte ce projet ?

Ces dernières années, on assiste à l'émergence de démarches agroécologiques initiées par des collectifs d'agriculteurs en Afrique et en Occitanie. Ces démarches basées sur les échanges et la mutualisation d'expériences entre agriculteurs inaugurent de nouvelles formes d'apprentissages collectifs. Reposant sur des savoirs endogènes (cf. encart), ces apprentissages permettent de soutenir des processus d'innovation tout en limitant les prises de risques techniques et économiques pour les acteurs car les coûts d'apprentissage sont supportés par le collectif.

La diffusion et l'essaimage sur une plus grande échelle territoriale de démarches agroécologiques basées sur des savoirs endogènes butent cependant sur des obstacles socio-cognitifs non négligeables. En effet, l'adoption de pratiques agroécologiques est conditionnée par d'importantes transformations mentales en agriculture : telle que la nécessité d'une rupture avec l'habitude bien ancrée d'utilisation systématique de produits phytosanitaires.

Savoirs endogènes

Par définition, les savoirs endogènes sont très largement inscrits (situés) dans les territoires. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, ces savoirs agricoles traditionnels ont jadis joué un rôle déterminant dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes ruraux, avant d'être fortement remis en cause par les programmes d'intensification agricole développés à l'initiative des gouvernements et des organisations internationales. La forte urbanisation et la croissance démographique ont également eu un impact négatif sur la préservation de ces savoirs. Au final, ils ont été

souvent déconsidérés, voire en partie oubliés. Ils représentent pourtant des ressources territoriales potentiellement activables pour stimuler des formes d'innovation frugale (Radjou, 2014) en agriculture et soutenir la mise en place de systèmes agroécologiques comme le prouvent les premières réussites d'expériences développées dans les territoires d'Occitanie et d'Afrique subsaharienne. Dans ce deuxième territoire, des fermes écoles agroécologiques récemment créées parviennent, souvent avec bonheur, à réactiver des savoirs et des pratiques agricoles endogènes dans des démarches collectives agroécologiques (voir par exemple : projet Beer Shéba, ActSol, Kaydara, Nguiguiss Bamba et Tolour Keur au Sénégal).

Les dispositifs de formation, et tout particulièrement ceux axés sur la formation des formateurs, sont évidemment des vecteurs potentiellement majeurs pour soutenir de telles révisions des modes de raisonnement et favoriser l'essaimage de pratiques agroécologiques. Pour jouer pleinement ce rôle, les dispositifs en question nécessitent d'être repensés. D'une part, la conception des curricula en termes de compétences semble devoir s'imposer dans la mesure où l'objectif prioritaire est de favoriser la maîtrise par les apprenants de connaissances opératoires et situées, et donc très sensibles aux spécificités des contextes d'application. D'autre part et complémentairement, il s'agit d'associer étroitement les acteurs locaux, détenteurs de savoirs endogènes, à la conception et à la réalisation des formations. In fine, ces évolutions curriculaires doivent permettre de doter les apprenants de compétences appropriées pour impulser et animer des démarches d'innovation collectives et participatives. Si ces préoccupations commencent à trouver une traduction dans les politiques publiques de formation, elles restent très limitées dans la réalité.

Leviers d'une transition

Le projet vise à identifier et promouvoir l'usage de savoirs

agricoles endogènes comme leviers d'une transition agroécologique en s'appuyant sur la formation de formateurs.

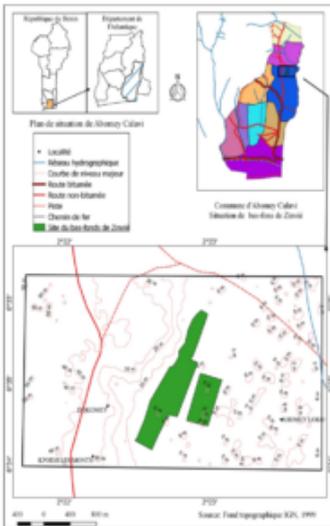
La conduite du projet s'appuie sur les démarches innovantes d'agroécologie mises en œuvre dans la Région Occitanie et les trois territoires d'Afrique : le Bassin arachidier au Sénégal, la région des plateaux au Togo, le site rizicole de Dokomey au Bénin.



Bassin arachidier au Sénégal



Zone des plateaux au Togo



Site rizicole de
Dokomey au Bénin

Quels savoirs endogènes sur les 4 territoires ?

La première étape de ce projet a consisté à identifier les savoirs endogènes spécifiques mobilisées dans les quatre territoires d'étude. Pour chacun de ces territoires, l'objectif a été de dresser une cartographie desdits savoirs afin d'identifier des acteurs individuels et collectifs qui en

sont détenteurs, mais aussi de repérer des conditions économiques et financières requises à leur déploiement et des freins socio-économiques à leurs utilisations.

12 stagiaires 6 mois ont été recrutés (6 français et 6 africains) pour réaliser ce travail. Au total, 275 entretiens ont été réalisés par un binôme d'étudiants de master pendant une période entre mars et octobre 2022. Ces entretiens ont permis d'identifier 148 savoirs répartis sur les 4 territoires. L'enquête a montré qu'une grande majorité des savoirs identifiés est issue de sources variées, mais provenant essentiellement de l'héritage familial et d'échanges de conseils entre producteurs locaux.

Un futur diplôme international Nord/Sud

La deuxième étape, actuellement en cours, a pour but d'accompagner et mettre en œuvre une démarche d'ingénierie de formation. Cette nouvelle phase du projet ambitieux est structurée en plusieurs étapes, soit l'écriture de curricula de formation par compétences en agroécologie intégrant des savoirs endogènes, la mise en œuvre expérimentale de ces curricula dans 4 centres de formation agricole (ENSA de Thiès / INFA du Togo / Bénin / ENSFEA-Lycée d'Auzeville) et enfin la capitalisation d'expériences à des fins d'élaboration de dispositifs de formation de formateurs en agroécologie.

L'analyse territoriale comparative et le croisement d'expériences entre les différents partenaires durant toutes les phases de réalisation du programme d'actions sont considérés comme des gages importants de la réussite du projet et de sa dynamique.

L'ambition est que ce dispositif expérimental de formation puisse déboucher dans les années à venir sur un diplôme international de collaboration Nord/Sud d'enseignement supérieur de formation de formateurs en agroécologie.

Vers un revalorisation des savoirs endogènes

Prochainement, une plateforme numérique verra le jour sur laquelle seront déposés les principaux « produits » de l'opération. Cette plateforme a vocation à faciliter le transfert et l'essaimage des acquis de cette opération à une échelle territoriale élargie.

Enfin, un séminaire final est programmé pour mars 2025 à l'ENSFEA de Toulouse, qui sera le point d'orgue de ces études pour ouvrir les conclusions aux acteurs de la société civile. Il constituera un moment important pour dresser un bilan du programme d'actions et engager une réflexion sur les innovations à introduire dans les systèmes de la formation agricole, au Nord comme au Sud, pour favoriser une meilleure diffusion de pratiques agro-écologiques reposant sur une revalorisation de savoirs endogènes.

Article proposé par Jean-Pierre DEL CORSO, enseignant à l'ENSFEA, jean-pierre.del-corso@ensfea.fr

Contacts :

Vanessa FORSANS et Jean-Roland ARBUS, animateurs du réseau Afrique de l'Ouest, vanessa.forsans@educagri.fr et jean-roland.arbus@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, chargé de mission coopération Afrique / ECSI / expertise internationale au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr